

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire 63570

N°869 du 4 Mars 2006

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

LETTRE D'UN JEUNE DELOCALISE

A mon cousin, élève de terminale au lycée Papillon,

*J'ai reçu ton SMS, rédigé dans un code que je ne connais pas encore : CPE CQ SOS A+
J'ai compris que le CPE (Contrat Première Embauche sans doute) n'avait pas trouvé ton approbation, et que tu en étais au stade du désespoir. Tu attends de moi quelque réaction et en effet je ne voudrais pas remettre à plus tard une réponse qui pourrait t'éclairer.*

Je le fais bien volontiers, si cela peut calmer tes angoisses.

Je suis bien l'un de ces très nombreux jeunes Français exilés volontaires à l'étranger – il paraît que nous sommes un million au total. A Londres, nous sommes quelque cent mille « frenchies », et je me suis fait quantité de copains au sein de cette communauté, mais aussi parmi les autres jeunes venus d'un peu partout dans le monde. Qui se soucie d'ailleurs ici du pays d'où l'on vient, de sa race ou de sa religion ? Cool...

Je suis ici un peu par hasard, mais je n'envisage pas de rentrer en France de si tôt. Le hasard a été celui d'un séjour purement touristique avec trois amis, qui s'est mal terminé parce que je n'avais

Cher cousin, tu devrais dire cela à tes amis, et en faire aussi ton profit personnel : la seule façon de ne pas succomber à la psychose de l'emploi, c'est d'accepter n'importe quel emploi, et de voir venir ensuite. Ceux qui cherchent un « plan de carrière » ou un « statut », alors qu'ils ont moins de vingt cinq ans, s'exposent à de graves désillusions : qui trop embrasse mal étreint.

Il est vrai qu'en France l'embauche et le licenciement sont de véritables épreuves, et que la création d'emplois est ridiculement faible – les deux sont peut-être liés ! Mais ce n'est pas en refusant la « précarité » que vous aurez des chances de vous en sortir.

Un mot encore, cher cousin : j'ai peur que beaucoup de gens autour de toi ne te disent pas la vérité. Ils disent que les jeunes sont malheureux quand on les « condamne » à l'incertitude, ce n'est pas vrai, car ici tous les jeunes aiment l'aventure, ce sont de vrais jeunes. Nous vivons en copains dans une atmosphère de joyeuse insouciance parce que nous n'avons pas l'angoisse du chômage. Ceux qui te mentent ont sans doute un intérêt à le faire : ils veulent exciter les mécontentements et mettre la jeunesse sur les barricades, comme en 1968. Quant à vos dirigeants, ils sont trop timorés pour apporter aux jeunes la seule chose dont ils ont besoin : le désir de faire ses preuves, de se frotter aux réalités et d'améliorer ses performances. C'est du moins ce que j'ai appris quelques années avant toi au lycée Papillon, quand nous avions des professeurs qui nous imposaient la discipline, la politesse, le travail et le respect des autres.

Quand viendras-tu me visiter à Londres ? Attention : tu pourrais bien vouloir y rester !

*Ton cousin Dominique
p.c.c. Jacques Garello*

Conjoncture

SANS INVESTISSEMENT, C'EST LE CHOMAGE DURABLE

Coup de froid sur le front du chômage : les dernières statistiques ne sont pas bonnes. Nous sommes d'accord avec le gouvernement pour ne pas succomber à la psychose des indices : un chiffre sur un mois ne signifie rien. Mais naguère le gouvernement n'a pas manqué d'exploiter les mêmes indices quand ils lui étaient favorables ! De plus, nous sommes tout à fait persuadés qu'il n'y a aucune raison sérieuse pour voir le chômage continuer à baisser en France, en dépit de l'effet d'entraînement de la reprise chez quelques-uns de nos partenaires, notamment allemands. Pourquoi cette prévision d'un chômage durable ? Parce que, comme nous l'avions prévu il y a six mois, l'investissement n'est pas reparti en France au cours de l'année dernière. Faut-il s'en étonner quand on fait la chasse au profit ? Arrêtez la chasse !

Les investissements industriels ont reculé de 4% en 2005

Rappelons que le recul des investissements avait déjà été de 13% en 2002 et de 6% en 2003. Ce n'est donc pas un phénomène nouveau. En 2004, la hausse avait été nulle. 2005 semblait mieux parti pour les premiers mois. L'enquête de l'INSEE confirmait ce mieux et on annonçait 3% de hausse des dépenses d'investissement. C'est certes très faible, car cela n'aurait pas permis, et de loin, de compenser le recul des années précédentes.

Six mois plus tard, une nouvelle enquête de l'INSEE étant passée par là, où en sommes-nous ? L'enquête porte, comme d'habitude, sur l'investissement industriel et elle est réalisée à partir d'un échantillon de 4 200 entreprises. Certes, l'industrie ne représente que 30% des dépenses d'investissement et il faudrait voir ce qui se passe dans les secteurs non industriels. Mais pour l'instant, tenons-nous en à l'enquête détaillée dans l'industrie. Finalement, les investissements y ont reculé de 4%.

Le diagnostic est donc clair : les industriels ont remis à plus tard les investissements qu'ils avaient envisagés de faire en 2005, parce qu'ils ont considéré que les perspectives ne s'étaient pas améliorées par rapport aux années précédentes. Commentaire officiel de l'INSEE : les industriels du secteur des biens d'équipements, notamment, ont reporté une part des dépenses d'équipement initialement affectées en 2005. L'INSEE confirme aussi la contraction des investissements dans l'agroalimentaire et dans l'automobile.

Vers une reprise de l'investissement en 2006 ?

En 2005, les investissements dans l'automobile ont même chuté de 9% ; tandis qu'ils reculaient de 4% dans les biens intermédiaires et de 1% dans les biens d'équipements. Il n'y a que dans les biens de consommation que la hausse est positive (mais très faible) : 2%. Certes, c'est un peu mieux dans les secteurs non industriels, mais la tendance n'est pas au beau fixe, c'est le moins qu'on puisse dire.

Qu'en sera-t-il pour 2006 ? L'expérience de 2005 devrait inciter à la prudence. On attendait une hausse ; on a eu une baisse. En sera-t-il de même en 2006 ? Les industriels interrogés attendent effectivement une progression des investissements, qui devrait être de 5% en valeur. Mais ce serait bien insuffisant pour compenser le recul observé depuis 2002. Et certains secteurs resteraient dans de grandes difficultés : c'est ainsi que dans l'automobile, on s'attend à un recul de l'investissement de 11%.

Pourquoi ? Il ne manque pas d'explications : des mauvaises comme des bonnes. Certains évoquent l'incertitude due aux prix du pétrole. Mais la hausse de ces prix a été absorbée et répercutée au cours des derniers mois. D'autres anticipent un tassement de la demande. C'est une vision très keynésienne de l'investissement, vu comme un élément de la demande globale, en liaison avec la consommation, les exportations, et les dépenses publiques.

La chasse aux profits et prétendre favoriser l'investissement

Voilà autant de mauvaises raisons. Car il faut considérer l'investissement comme un moteur de l'offre et non comme un élément de la demande. L'investissement est avant tout un moyen d'améliorer et d'adapter la capacité productive d'une entreprise. Il obéit non à l'évolution de la demande globale, mais aux anticipations des entrepreneurs. Un investissement qui ne débouche pas sur une production rentable est de l'argent gaspillé qui met l'entreprise en péril. On n'investit pas parce que l'Etat dépense ou que le gouvernement l'exige. C'est même le contraire, car plus l'Etat dépense, moins il reste de quoi financer les investissements productifs. Et M. CHIRAC a beau « gronder » les entrepreneurs qui voyagent avec lui, ce n'est pas pour cela qu'ils investiront un centime de plus.

Au risque de nous répéter, mais la leçon n'est toujours pas comprise en France, pour investir, il faut dégager des profits substantiels. Ce n'est pas en critiquant les profits « faramineux » de telle ou telle entreprise et mieux encore en menaçant de les taxer que l'on va pousser les entreprises à investir. Comment peut-on détester et critiquer le profit et en même temps réclamer une reprise des investissements ? Et comment faire des profits si les prix sont administrés -ce qui arrive encore dans certains secteurs comme le médicament-, si les profits sont surtaxés, si la taxe professionnelle explose, si l'on critique les actionnaires, si l'on multiplie les charges sociales, si l'on paralyse les entreprises par des réglementations de plus en plus contraignantes, et enfin – et non le moindre - si on vit dans la terreur des syndicats ? Quand les OPA suscitent critiques et interventions, la liberté des actionnaires est-elle respectée ? Sont-ils incités à placer leur argent ?

Répétons la formule du chancelier social-démocrate Helmut SCHMIDT : « les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les investissements de demain font les emplois d'après-demain ». Il est vrai que les entreprises françaises pourraient aussi recourir à l'emprunt. Mais l'Etat ne leur en laisse guère le loisir, lui qui a plus de 1100 milliards de dette officielle et 2000 milliards en comptant les retraites des fonctionnaires. Plus l'Etat emprunte, moins il reste d'épargne disponible pour investir.

Commençons donc par le début : libérons les entreprises des charges fiscales et sociales et des contraintes administratives, et l'on verra l'investissement repartir de tous côtés. Si à l'inverse nous conservons notre système fiscal et social, les investissements de demain seront reportés une nouvelle fois à après-demain, de sorte que le chômage se prolongera.



FONCTION PUBLIQUE : LES ABSENTS ONT TOUJOURS RAISON

« Une vraie bombe » : c'est ainsi que Le Figaro Magazine a présenté des extraits du rapport publié dans le numéro de février 2006 de « Société Civile », la revue mensuelle de l'IFRAP ((Institut français de recherche sur les administrations publiques).

De quoi s'agit-il ? D'une comparaison entre le privé et le public dans le domaine de l'absentéisme. L'IFRAP avait déjà publié une étude comparable en 1999 sous le titre « les absents ont toujours raison » et cette fois il actualise les chiffres de cette enquête.

Le taux d'absentéisme pour raisons de santé (arrêts maladie) est de 5,5% dans le secteur privé (en pourcentage du temps de travail) ; il est de 7,3% dans la fonction publique d'Etat, de 11% dans la

ENERGIE : LA CONCURRENCE PATRIOTIQUE

La fusion Suez – Gaz de France a inspiré à notre Premier Ministre et son gouvernement une doctrine originale : la concurrence patriotique. Dominique de Villepin l'a affirmé en toute bonne foi : cette fusion n'est pas protectionniste, elle n'a pas de quoi offusquer nos partenaires et concurrents européens, elle participe seulement d'un grand projet industriel français, pour rendre notre pays réellement compétitif. Se renforcer pour mieux affronter la concurrence, quoi de plus légitime ?

L'origine de l'affaire se trouve évidemment à Bruxelles, lorsque les autorités européennes ont entendu appliquer le principe de l'ouverture à la concurrence de tous les secteurs, y compris celui de l'énergie. Or, bien souvent les Etats, qui sont assez favorables à la libéralisation chez les autres, freinent des quatre fers sur le plan national. La grande idée de la France, de l'Allemagne et même de l'Espagne, c'est la constitution « de champions nationaux ». Certes, il n'est plus question de garder les anciens monopoles publics sous leur forme traditionnelle, mais de leur substituer de nouveaux « champions » dont le but essentiel est de tenir la dragée haute aux concurrents étrangers – certains mauvais esprits diront pour leur faire barrage. On veut bien qu'EDF aille concurrencer ailleurs les entreprises étrangères, mais on entend rester maître chez soi, bien au chaud derrière l'ancien monopole public rebaptisé champion national, conservant tous ses privilèges et soutiens de l'Etat. Qu'EDF devienne numéro 2 en Italie, c'est normal ; mais pas question qu'un Italien nous rende la pareille.

Bruxelles n'apprécie pas ce tour de passe passe et entend poursuivre la véritable libéralisation des marchés de l'énergie et a envoyé un coup de semonce aux anciens monopoles comme EDF et Gaz de France chez nous, à E.ON et RWE en Allemagne ou à la fusion Gas natural et Endesa en Espagne. La commissaire chargée de la concurrence, Neelie KROES a annoncé à Bruxelles « sa volonté de multiplier les poursuites contre les opérateurs de l'énergie peu soucieux de libéraliser le secteur ».

Les propos de Mme KROES sont rapportés par Le Monde : « La Commission va prochainement lancer des investigations antitrust » pour mettre un terme aux ententes et abus de position dominantes repérés ici ou là. Car les pratiques anticoncurrentielles, qui sont presque impossibles à réaliser entre entreprises privées, sont monnaie courante chez les « anciens » monopoles publics, qui continuent à s'appuyer sur la puissance publique pour maintenir une position dominante abusive.

La commissaire veut entreprendre des actions ayant « des effets palpables et immédiats, tout en créant des précédents valables » dans le domaine des contrats d'approvisionnement à long terme, des capacités de pipeline, de stockage du gaz et d'interconnexions. En bref, les autorités de la concurrence veulent poursuivre une véritable libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité et non un simple trompe l'œil autour des anciens monopoles. Et cela au contraire des Etats qui, obsédés par le Russe Gazprom, veulent chacun leur grand champion national et surtout pas de concurrence à domicile (d'où les fusions imposées par l'Etat pour obtenir un seul champion national).

Mme KROES s'interroge aussi sur la hausse récente des tarifs, qui ne provient pas uniquement de l'envolée des prix de l'énergie sur les marchés internationaux, mais qui est due aussi « à des pratiques anticoncurrentielles ». Avec le commissaire à l'énergie, Andris PIEBALGS, elle a relevé des « dysfonctionnements graves » : « le manque de transparence des marchés profite aux opérateurs en place ».

En réalité, les Etats ne peuvent que retarder l'ouverture à la concurrence, mais non pas l'empêcher. Avec la mondialisation, le patriotisme économique explosera. Heureusement pour les clients. Le mécano industriel de nos ministres n'empêchera pas le marché de se restructurer progressivement, ni la concurrence de s'imposer.

SOCIALISME REGIONAL

L'an dernier, le passage de 20 régions (sur 22) entre les mains des socialistes s'était traduit immédiatement par une dérive des budgets régionaux, comme des impôts destinés à les financer. La hausse de la fiscalité était en moyenne de 21,1%. Mais certains avaient considéré ce phénomène comme exceptionnel : les impôts devraient se calmer dès l'année suivante.

L'exception est devenue la règle. On dispose maintenant des informations sur les budgets votés pour 2006. Si la hausse des impôts est moins spectaculaire, elle est encore de 7,6%, soit près de 30% en deux ans. La hausse de la fiscalité régionale est par exemple de 30% en 2006 dans l'Ile de France, après avoir été de 30,2% en 2005. Autre « beau » résultat, celui de la région PACA (Provence-Alpes-côte d'azur) : 20,3% de hausse en 2006 après 30,4% en 2005.

Il est vrai que certaines régions semblent devenues plus raisonnables. C'est le cas du Languedoc Roussillon, pour lequel la hausse des impôts en 2006 n'est que de 0,6%. Mais c'est oublier qu'en 2005 la fiscalité y avait progressé de 79,4% ! Stabiliser les impôts à un tel niveau, c'est comme si on les avait augmenté de 40% chaque année pendant ces deux ans. Phénomène identique en Bourgogne : 1,8% de hausse de la fiscalité en 2006, mais 64,2% en 2005. Par contraste, l'Alsace, seule région avec la Corse à ne pas être dirigée par les socialistes, n'a vu progresser ses impôts que de 2,5% en 2005 comme en 2006.

Interrogé par Le Figaro, qui rapporte ces informations, Yves MENY, Président de l'Institut universitaire européen de Florence et spécialiste de la décentralisation, souligne, entre autres responsabilités, « la multiplication des niveaux des collectivités locales. Aujourd'hui, la France compte 26 régions, 100 départements, 36 000 communes et 18 000 groupements intercommunaux. Or, il n'y a pas de hiérarchie entre ces collectivités locales et aucun échelon n'est jamais supprimé quand un nouveau est institué. L'enchevêtrement des compétences aboutit à des aberrations et favorise le gaspillage. On assiste aussi à une sorte de compétition dans la dépense entre les différents niveaux de collectivités locales. Les régions, très récentes en comparaison des communes et des départements, sont tentées d'affirmer leur place et leur pouvoir en acquérant une taille financière critique ».

De plus, le contribuable électeur a du mal à s'y retrouver et à déterminer les responsabilités, car il n'y a pas une ressource fiscale par collectivité, mais ce sont les mêmes impôts qui se retrouvent aux différents échelons, ce qui fait que l'électeur ne sait plus qui est responsable de la hausse qu'il subit. « Les efforts de modération fiscale des uns sont masqués au contribuable par les hausses décidées par les autres. Les bons et les mauvais gestionnaires publics sont associés dans un même discrédit. Cette situation n'est jamais remise en cause car la dilution des responsabilités est une des conventions qui régissent la vie publique dans notre pays ».

De plus, « la gestion des collectivités occupe l'essentiel du temps de la plupart des parlementaires. Le cumul des mandats transforme députés et sénateurs en lobbyistes au profit des intérêts locaux (...). Les défauts du pouvoir central ont ainsi été décentralisés dans nos régions : concentration des élites, faiblesse des contre-pouvoirs locaux -opposition, chambres régionales des comptes-, indifférence au prix et à la qualité des services rendus. La France est aussi monarchique, si ce n'est davantage, dans les régions qu'à Paris ».

A tout cela s'ajoute la responsabilité spécifique des socialistes à la tête des régions françaises. Un bon exemple est fourni par la fameuse gratuité des manuels scolaires dans les lycées, gratuité pour tous les élèves, ... sauf pour les contribuables. Il y a aussi des cibles fiscales idéologiquement visées : les automobilistes sont la bête noire des socialistes. Dans la région parisienne, les cartes grises vont encore augmenter de 39%, soit de 50 à 150 euros par voiture.

N'oublions pas non plus les considérations bassement électoralistes : en pratiquant les hausses les plus élevées en début de mandat, on a bon espoir qu'elles soient oubliées au moment de l'élection suivante. Enfin, puisque 2007 sera une année électorale (présidentielles et législatives), la hausse des impôts en 2005 et 2006 aura permis de constituer une cagnotte pour arroser les électeurs le moment venu. Les présidents socialistes de région veulent être en première ligne dans les grands combats de 2007. Pour pouvoir perpétuer l'arbitraire fiscal.

LES EXIGENCES DE LA SOCIETE CIVILE : ENGAGEMENT PERSONNEL ET ESPRIT DE SERVICE

Pour clôturer les retranscriptions de la XXVIII^e Université d'Été de la Nouvelle Économie qui se tenait à Aix en Provence du 28 au 31 Août 2005, nous vous présentons cette semaine le texte de Jacques Garello. Fondateur de l'Université d'Été, Professeur Émérite à l'Université Paul Cézanne d'Aix Marseille III, et Président de l'ALEPS, Jacques Garello clôturait quatre journées de débats très riches consacrées à « Tocqueville, la société civile et la démocratie » avec une intervention dans laquelle il plaidait pour « Le retour de la société civile ».

Jacques Garello : LE REVEIL, POUR QUELLE HEURE ?

« La question est de savoir combien de temps il faudra à la raison pour avoir raison ».

Cette phrase de Frédéric Bastiat, toujours aussi lucide et aussi brillant dans ses maximes, beaucoup de gens raisonnables se la posent aujourd'hui en France.

Les hasards du calendrier français se combinent mal avec les impératifs du contexte international. Ce contexte est celui d'une marche accélérée vers le retrait de l'Etat et la privatisation de nombreux pans de l'activité économique et sociale. Les Allemands ne semblent plus décidés à suivre les Français dans la voie d'une social-démocratie qui a fait les preuves de sa médiocrité et de son inadaptation à la mondialisation. L'exception française risque d'être de plus en plus exceptionnelle. Pendant que les autres accélèrent le pas, nous traînons les pieds.

Car les réformes françaises tardent à venir.

Sans doute entend-on aujourd'hui, notamment depuis le rejet du referendum, quelque nouvelle musique. « Réviser le modèle social français » : on n'osait pas le dire il y a quelques mois. « Remettre les Français au travail » : un tel propos aurait été naguère provocation ultralibérale. Dénoncer les malversations des leaders de la CGT au Comité d'entreprise d'EDF : la Cour des Comptes viole le secrètement et politiquement correct.

Mais que deviennent les paroles quand il faut passer aux actes ? En 1986, en 1988, en 1993, en 1995, les programmes des partis qui affrontaient les socialistes avaient un caractère révolutionnaire : on croyait lire du Reagan voire du Thatcher. Rien n'a résisté à l'épreuve du pouvoir, à la pression des syndicats, à l'inertie de l'administration, au poids de la législation.

Il en est ainsi à cause du jeu normal de la démocratie, et les précédentes retranscriptions vous ont sans doute persuadés que les pièges de la démocratie sont redoutables : comment ne pas verser dans la passivité des citoyens, dans la pauvreté intellectuelle, dans la tyrannie de la majorité ?

Mais en France, la démocratie souffre de deux handicaps supplémentaires, liés d'ailleurs.

D'une part peu de pays au monde (en dehors des dictatures) sont aussi politisés que le nôtre. L'hypertrophie de la société politique est très ancienne, Tocqueville la dénonçait déjà au début du XIX^e siècle. Les choses n'ont cessé de s'aggraver au siècle dernier, et notamment depuis 1945, avec l'alliance ou l'alternance d'une droite étatiste et d'une gauche totalitaire. La société politique elle-même s'est érigée en caste de plus en plus fermée, totalement coupée des réalités nationales et internationales.

D'autre part la société civile a fait jusqu'ici la preuve de sa résignation complète. Peu de voix se sont élevées pour dénoncer les dérives de la démocratie, et leur écho a de toutes façons été étouffé par le tintamarre médiatique et le terrorisme de la pensée unique. En est-on réellement arrivés au degré de « servitude consentie » qu'évoquait jadis La Boétie ?

Je ne peux pas le croire, je ne veux pas y croire. Je vois des milliers de jeunes qui voyagent à l'étranger, qui savent ouvrir les yeux sur notre environnement. Je vois des entrepreneurs dont l'avenir est obéré par ces gouvernants qui les privent de compétitivité. Je vois des parents inquiets pour la baisse du niveau de l'éducation et pour la montée de la violence. Je vois des retraités réduits à la portion congrue. Je vois des milliers de gens simples et honnêtes scandalisés par l'étalage de l'immoralité et les scandales politico-financiers.

Certains distraient ces craintes et ces révoltes en les orientant vers le procès de l'immigration, vers le rejet de l'étranger, le refus de la différence et de la concurrence. Le vrai mal n'est pas là, il est plus profond. Il est dans la paralysie des consciences, dans la fuite devant les responsabilités, il est dans le sommeil prolongé de la société civile.

A quelle heure va-t-on régler son réveil ? Il est déjà bien tard.

Mais il y a encore un léger sursis, le temps d'une campagne électorale où la société civile peut s'organiser et presser la société politique de se soumettre ou de se démettre.

Va-t-on se battre contre des moulins ? Certainement pas. Nous pouvons compter sur le contexte européen et mondial qui nous semble menaçant, mais qui nous montre la voie. Nous pouvons compter sur la peur de l'abstention ou des votes rejets qui commence à habiter les candidats et les forces à écouter et à aller plus loin dans la réforme. Nous pouvons compter sur nous-mêmes, sur l'art que nous aurons de nous associer et d'agir ensemble.

« Aide-toi le ciel t'aidera » : n'est-ce pas au fond la vraie philosophie de la société civile ?

*Nous vous rappelons que vous pouvez retrouver les temps forts de cette 28^e édition de
l'Université d'Été de la Nouvelle Economie 2005
en vous procurant la synthèse des interventions (12€ + 4€ de frais de port).*

« Le retour de la société civile, pour une démocratie de responsables »

*auprès de l'ALEPS ou de
La librairie de l'Université d'Aix en Provence
12 rue Nazareth
13100 Aix en Provence*

AU SOMMAIRE DU N°869 :

EDITORIAL : Lettre d'un jeune délocalisé pp. 1-2

CONJONCTURE : Sans investissement, c'est le chômage durable pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : Fonction publique : les absents ont toujours raison p. 4 –
Energie : la concurrence patriotique p. 5 – Socialisme régional p. 6.

SPÉCIAL UNIVERSITÉ D'ÉTÉ : Les exigences de la société civile pp. 7-8

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org